

ces derniers avant janvier 1941. Ceci signifierait donc que les aviateurs qui recevront leur entraînement à cet endroit ne pourront pas servir avant septembre 1941, soit dans quinze mois d'ici. Voilà justement pourquoi l'inquiétude règne partout—le fait que le programme tient compte d'une longue guerre. Le Gouvernement peut avoir raison, mais si le conflit finissait brusquement par la défaite des Alliés, à quoi servirait de se préparer pour une longue guerre?

Lorsque, il y a environ deux ans, le très honorable leader de l'opposition (M. Meighen) interrogea l'honorable leader du Gouvernement au sujet d'une demande du gouvernement britannique au gouvernement canadien concernant l'établissement d'écoles d'aviation en ce pays, j'écoutai très attentivement les réponses, et je devins convaincu qu'une communication en ce sens était venue du gouvernement britannique. J'en acquies la certitude en décembre dernier, lorsque le très honorable premier ministre parla à la radio. Le gouvernement britannique désirait établir, à ses propres frais, des écoles d'aviation assez semblables à celles que le projet d'aviation actuel a permis d'établir; mais le gouvernement canadien répondit: "Non, ce serait céder partie de notre souveraineté." La décision, j'en conviens, appartenait à notre gouvernement, mais il aurait fallu faire connaître les faits à la population aux dernières élections. J'irai plus loin: le Gouvernement aurait dû, en mai ou juin 1938, faire connaître son programme au Parlement et au pays. Lorsque l'histoire de notre apport à ce conflit s'écrira, les honorables sénateurs peuvent être certains que l'on jugera sévèrement l'attitude que le Gouvernement prit en cette occasion.

On nous a dit que le Canada consacrerait environ 350 millions de dollars au projet d'aviation. J'estime qu'il s'agira plutôt d'un demi-milliard pour le mener à bonne fin. Si le Gouvernement s'était rendu aux désirs du gouvernement britannique en 1938, les autorités impériales auraient dépensé cette somme au Canada. Où en sommes-nous aujourd'hui? Nous reposons-nous sur nos propres forces, ou demandons-nous chaque soir à Dieu que les armées anglaises et françaises puissent arrêter les hordes germaniques? Tous les Canadiens prient chaque jour à genoux afin que la pénurie d'avions et de chars d'assaut, du matériel de guerre que ce pays pouvait fabriquer, ne soit pas fatale à la cause alliée. Pour la construction des chars d'assaut, notre capacité de production dépasse celle de tout autre pays semblablement outillé. Bien que nous ayons à Winnipeg quatre grandes usines outillées pour la fabrication de ces monstres de guerre,

L'hon. M. HAIG.

ce pays n'a pas construit un seul char d'assaut depuis neuf mois que durent les hostilités. Je suis peut-être probritannique, comme le sont peut-être les habitants de ma province, mais j'étais convaincu, en 1938, comme je le suis présentement, que la réponse de notre gouvernement au projet d'établissement d'écoles d'aviation proposé par le gouvernement britannique, nous a fait perdre l'occasion de doter le pays d'une industrie de l'aviation qui ne l'eût cédé en importance qu'à celle des Etats-Unis.

L'honorable M. DANDURAND: C'est ce que nous faisons.

L'honorable M. HAIG: Pas du tout. Combien le Canada a-t-il d'avions actuellement? Aucun. Où achetons-nous nos avions? Aux Etats-Unis. Chaque jour des machines de production américaine traversent la frontière dans notre province. Où sont nos chars d'assaut? Nous n'en possédons aucun. Pourtant, ma ville regorge de chômeurs en quête de travail aux usines capables de produire des chars d'assaut.

Cet état de choses jette notre population dans l'inquiétude. Peu m'importe la souveraineté du Canada au milieu d'une crise comme celle que nous traversons. Notre souveraineté est liée à celle des autres nations démocratiques. Je suis d'accord avec l'honorable sénateur qui a dit que, si le gouvernement américain nous demandait la permission de venir faire des manœuvres navales dans les eaux canadiennes, nous lui répondrions: "Venez donc et manœuvrez à volonté." Lorsque le gouvernement britannique lui a demandé la permission d'établir au pays des écoles d'aviation, notre gouvernement aurait dû l'accorder immédiatement. Notre refus nous a coûté cher.

Les honorables sénateurs se rappelleront qu'en 1914 on réclamait des soldats, encore des soldats et toujours des soldats. Cette guerre exige apparemment de plus en plus de chars d'assaut et d'avions ainsi que de soldats. Le Gouvernement devrait s'abstenir de dire: "Nous allons recruter une troisième division", vu que la première est partie mal équipée...

L'honorable M. DANDURAND: Oh! non.

L'honorable M. HAIG: Je parle en connaissance de cause. Mon frère fait partie de cette division et je sais comment il était équipé. La deuxième division aussi est mal équipée et aucunement prête à servir en France. On nous promet maintenant une troisième division. J'exhorte le Gouvernement à s'ouvrir complètement à la population et à lui dire tout ce qui en est. Durant